

Les députés Dupont et Orphelin planchent sur l'asile et l'immigration



Saint-Jacques-de-la-Lande, le 10 janvier. Stella Dupont et Matthieu Orphelin ont visité le centre de rétention administrative de Rennes.

Le projet de loi asile et immigration sera présenté en avril. Dans cette perspective, les députés LREM de Maine-et-Loire Stella Dupont et Matthieu Orphelin ont décidé de travailler sur le sujet pour contribuer au débat parlementaire à venir. Le 10 janvier dernier, ils ont visité ensemble le centre de rétention administrative (CRA) de Saint-Jacques-de-la-Lande (Ille-et-Vilaine), près de Rennes. « Le climat y était assez tendu », témoigne Stella Dupont, qui s'est aussi rendue au CRA du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne). Après avoir reçu des acteurs nationaux, les deux parlementaires ont rencontré, hier à Angers, les représentants de 25 associations angevines qui œuvrent auprès des migrants. « On connaît le parcours des demandeurs d'asile, même si les différents dispositifs d'accueil existants mériteraient d'être simplifiés pour qu'il y ait plus de lisibilité, estime Stella Dupont. On connaissait moins le fonctionnement d'un centre de rétention ». Elle dure aujourd'hui un

maximum de 45 jours. Le texte prévoit de la faire passer à 90, voire à 105 jours « pour que l'État obtienne les laissez-passer des pays, indique Matthieu Orphelin. Ce point mérite débat, comme la question de restreindre le délai de recours après la décision d'expulsion d'un mois à 15 jours ». Stella Dupont : « Ça paraît court, ne serait-ce que pour avoir un rendez-vous avec un avocat ».

Les deux élus s'opposent au « délit de solidarité » déjà existant. « À l'heure où l'on accueille une population migrante plus importante que par le passé, la solidarité citoyenne est pertinente et a fait ses preuves », selon Stella Dupont. Matthieu Orphelin liste des points positifs dans le projet de loi, sur « les mesures d'intégration, les réformes des cartes de séjour, l'accueil facilité pour les mineurs... ». Il suggère que soit ajoutée la question des migrants climatiques. « La France n'y est pas préparée. C'est pourtant un sujet stratégique ».

Philippe RUBION